

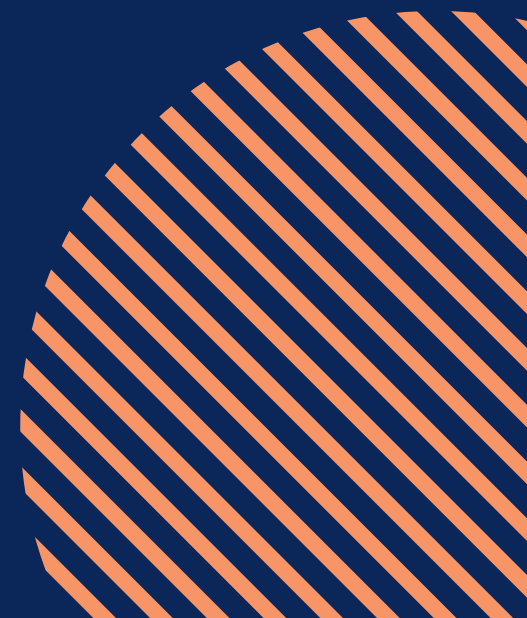
LATECOERE

RAPPORT

SEMESTRIEL

2026

Incluant le rapport financier annuel



SOMMAIRE

1 ACTIVITÉS DU GROUPE EN 2026

5

1.1	L'essentiel	6
1.2	Préambule	6
1.3	Résultats 2026 - Faits marquants et principaux indicateurs financiers	7
1.4	Perspectives 2026	12
1.5	Faits marquants de la période	12
1.6	événements post clôture	12

2 FACTEURS DE RISQUES

13

3 COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2026

15

3.1	Bilan consolidé semestriel	16
3.2	Compte de résultat consolidé semestriel	17
3.3	État du résultat global consolidé	18
3.4	Tableau des flux de trésorerie consolidé	19
3.5	Tableau de variation des capitaux propres	20
3.6	Notes annexes aux comptes consolidés	22

4 DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT

60

5 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2026

62



LATECOERE



www.latecoere.aero

@Latecoere/Motion Palace



1

ACTIVITÉS DU GROUPE EN 2026

1.1 L'ESSENTIEL	6	1.3 RÉSULTATS 2026 - FAITS MARQUANTS ET PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS	7	1.5 FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE	12
1.2 PRÉAMBULE	6	1.4 PERSPECTIVES 2026	12	1.6 ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE	12

1.1. L'ESSENTIEL

Latecoere accompagne les montées en cadence des clients et investit pour soutenir la croissance.

Le chiffre d'affaires atteint 431,6 millions d'euros, soit 19% de croissance organique, porté par la hausse de la demande clients, les

montées en cadence de production et les initiatives commerciales.

- Recul d'environ 18 millions d'euros de l'EBITDA courant, reflétant les investissements liés à la croissance et des facteurs défavorables (inflation, chaîne

d'approvisionnement sous contrainte et effets de change).

- Flux de trésorerie négatif, reflétant la poursuite des investissements stratégiques et l'augmentation du besoin en fonds de roulement.

- Poursuite des investissements pour soutenir les montées en cadence et accompagner les besoins des clients.
- Perspectives prudentes pour le second semestre 2026, compte tenu de la persistance des incertitudes géopolitiques et macroéconomiques.

1.2. PRÉAMBULE

André-Hubert Roussel, Directeur Général du Groupe, a déclaré :

« Le premier semestre 2026 reflète à la fois la vigueur de la demande clients et l'intensité opérationnelle nécessaire au soutien des montées en cadence de l'industrie aéronautique, tout en poursuivant l'amélioration de nos opérations. Les équipes Latecoere sont pleinement mobilisées pour atteindre les cadences demandées par nos clients et soutenir leurs programmes avec le

plus haut niveau d'engagement. Cette mobilisation repose sur des priorités claires : continuer à mettre tout en œuvre pour améliorer l'exécution, les délais de livraisons et notre efficacité, sans jamais compromettre la qualité des produits et services que nous fournissons. Notre division Latecoere Services, récemment créée, continue d'enregistrer une forte croissance et une rentabilité en ligne avec nos prévisions, conformément à notre stratégie. La sécurité de nos collaborateurs et

leur engagement sont des leviers essentiels de notre performance.

Dans un environnement exigeant, marqué par les contraintes de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes et les effets défavorables des taux de change, notre priorité reste la discipline opérationnelle, la gestion de la trésorerie et l'amélioration progressive de notre performance industrielle. Nous poursuivons nos investissements dans notre outil industriel,

nos équipes et nos capacités afin de construire un Groupe plus résilient, aligné sur les besoins de ses clients et en mesure d'accompagner leur croissance à long terme. Nous sommes également engagés dans des discussions commerciales avec nos clients afin de partager plus équitablement la charge liée aux pressions inflationnistes mondiales. »

1.3. RÉSULTATS 2026 - FAITS MARQUANTS ET PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

(En millions €)	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Chiffre d'affaires	431,6	374,6
Croissance en valeur	15,2 %	6,4 %
Croissance organique	19,3 %	6,9 %
EBITDA courant ⁽¹⁾	3,7	22,3
Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires	0,8 %	5,9 %
Cash Flow opérationnel des activités poursuivies	(5,6)	(0,4)
Net Cash Flow	(11,1)	(18,7)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45,6	42,4
Dette Nette (hors RMF) ⁽²⁾	162,6	174,8
Dette Nette (avec RMF) ⁽²⁾	169,8	182

(1) L'EBITDA courant correspond au résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et pertes de valeur d'immobilisations corporelles et incorporelles et retraité des éventuels impacts IFRS.

(2) RMF correspond au Retour à Meilleur Fortune

Les résultats financiers non audités de Latecoere pour le semestre clos le 30 juin 2026 reflètent la hausse générale du niveau de production dans l'ensemble du secteur aéronautique. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 431,6 millions d'euros, soit une croissance organique de 19 %. La croissance en données publiées, incluant l'effet de la cession de MADES en août 2025, s'est établie à +15,2 %. Cette progression sous-jacente du chiffre d'affaires a été portée par l'augmentation des cadences de production des constructeurs aéronautiques (OEM), les revenus additionnels issus de nouveaux contrats et la concrétisation d'initiatives commerciales.

Le Groupe a enregistré un EBITDA courant de 3,7 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 22,3 millions d'euros au premier semestre 2025. Le recul de la rentabilité sous-jacente reflète les investissements dans des ressources à court terme destinées à absorber

la forte hausse de la demande des clients, ainsi que la poursuite des pressions inflationnistes, l'allongement des délais d'approvisionnement et les perturbations persistantes de la chaîne logistique. Ces investissements permettront de soutenir la poursuite de la croissance au second semestre 2026 et en 2027, alors que la Direction anticipe une amélioration de la productivité au second semestre 2026. Toutefois, compte tenu de la complexité de l'environnement macroéconomique mondial, marqué notamment par la crise persistante en Iran et le niveau élevé des prix du pétrole, Latecoere reste prudent quant aux effets indirects de l'inflation des matières premières et de l'énergie au second semestre 2026 et à l'horizon 2027.

Le Groupe a également subi les effets défavorables des fluctuations de change, caractérisées à moyen terme par l'affaiblissement du dollar américain et le

renforcement du peso mexicain et du réal brésilien par rapport à l'euro.

Le résultat financier net de Latecoere s'est établi à -7,9 millions d'euros au premier semestre 2026, contre -16,3 millions d'euros au premier semestre 2025. Cette amélioration s'explique par 2 effets : un coût net des intérêts resté stable sur les Prêts Garantis par l'État (PGE) et les autres dettes en cours, et des pertes de change latentes moins élevées sur les dettes libellées en devises étrangères au premier semestre 2026.

Le résultat net du Groupe pour le premier semestre 2026 s'est élevé à -23,5 millions d'euros, contre -6,8 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le flux de trésorerie disponible opérationnel des activités poursuivies a représenté une consommation nette de trésorerie de 5,6 millions d'euros, principalement liée aux éléments suivants :

- un EBITDA courant de 3,7 millions d'euros ;
- des coûts de trésorerie non récurrents de 0,1 million d'euros, principalement liés aux transferts d'activités en cours et aux restructurations associées, compensés par la plus-value réalisée lors de la cession du site de Labège, en France ;
- des investissements supplémentaires de 6,3 millions d'euros au titre des dépenses d'investissement ;
- une augmentation nette du besoin en fonds de roulement total de 1,9 million d'euros ;
- et des paiements d'impôts de 1,5 million d'euros.

À fin juin 2026, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 45,6 millions d'euros. La dette nette s'établissait à 162,6 millions d'euros (hors obligation de Retour à Meilleure Fortune, ou « RMF », de 7,2 millions d'euros).

NOUVEAU REPORTING SECTORIEL

- Le 1^{er} juillet 2025, le Groupe a officialisé sa transformation vers une organisation plus intégrée et davantage centrée sur le client. Cette nouvelle structure accompagne l'évolution du Groupe d'une organisation orientée produits vers un modèle matriciel intégré, combinant dimensions produit et géographique. Dans ce modèle, les régions assurent la production en série des activités **Aérostructures** et **Systèmes**

d'interconnexion pour les constructeurs aéronautiques (OEM), au plus près des clients.

Latecoere Services s'appuie sur une offre globale structurée autour de deux plateformes : Toronto (Canada) et Los Angeles (États-Unis) pour les clients américains, et Toulouse (France) pour les autres clients dans le monde. Ensemble, ces organisations constituent désormais l'ossature du Groupe Latecoere..

Conformément aux normes IFRS, le Groupe a appliqué cette nouvelle structure sectorielle de manière prospective à compter des états financiers consolidés annuels clos le 31 décembre 2025. En conséquence, les secteurs d'activité historiquement définis par le Groupe ont été modifiés afin de refléter sa nouvelle organisation. Le Groupe exerce désormais ses activités au travers de quatre domaines : Aérostructures, Systèmes d'interconnexion,

Latecoere Services et Spatial. Toutefois, seuls les segments Aérostructures, Systèmes d'interconnexion et Latecoere Services font l'objet d'une information sectorielle distincte, l'activité Spatial ne dépassant individuellement aucun des seuils définis par les normes IFRS.

Les nouveaux segments du Groupe sont présentés ci-dessous (se reporter également à la note 4).

AÉROSTRUCTURES

Le chiffre d'affaires de la division Aérostructures de Latecoere a progressé de +16,6 % en données publiées par rapport à 2025. L'activité du segment a bénéficié de l'augmentation des cadences de production ainsi que des retombées positives des initiatives commerciales conclues en 2025 et au début de l'année 2026.

L'EBITDA courant de la division s'est établi à une perte de 25,6 millions d'euros, marquant une forte dégradation par rapport aux 5,6 millions d'euros enregistrés l'année précédente. Cette évolution reflète les investissements dans des ressources à court terme pour accompagner la forte hausse de la demande clients, dans un contexte toujours marqué par les pressions inflationnistes, l'allongement des délais d'approvisionnement

et les tensions sur la chaîne logistique. Les tensions sur la chaîne d'approvisionnement et la faible productivité initiale liée à la montée en cadence ont entraîné une hausse des coûts plus rapide que celle des livraisons, pesant temporairement sur les marges. La division Aérostructures a également été fortement affectée par un environnement de change défavorable, marqué par l'affaiblissement du dollar américain et le renforcement du peso

mexicain et du réal brésilien face à l'euro. Grâce aux efforts engagés en matière de maîtrise des coûts, d'amélioration de la productivité, de discussions commerciales avec les clients et de poursuite de la montée en cadence, le Groupe s'attend à une normalisation progressive des marges sur le reste de l'exercice 2026.

Aérostructures (en millions €)

	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Chiffre d'affaires consolidé	237,0	203,2
Croissance en valeur	16,6 %	
EBITDA Courant	(25,6)	5,6
Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires	-10,8 %	2,8 %

SYSTÈMES D'INTERCONNEXION

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 139,2 millions d'euros, en hausse de 16 % par rapport à 2025 en données publiées. Retraitée de l'effet de la cession de MADES en août 2025, la croissance ressort à environ 30 %. Cette progression reflète le dynamisme des programmes en Europe et en Amérique, ainsi qu'une évolution plus favorable du mix produits par rapport à l'année précédente.

L'EBITDA courant de la division Systèmes d'interconnexion a atteint 16,0 millions d'euros, en hausse de 8,3 millions d'euros par rapport aux 7,7 millions d'euros enregistrés l'année précédente. Hors effet de la cession de MADES, l'EBITDA courant progresse de 9,9 millions d'euros, soit environ 2,6 fois le niveau de l'année précédente, grâce à une maîtrise rigoureuse des coûts, l'amélioration des conditions commerciales avec les clients et une évolution favorable du mix produits.

Néanmoins, le Groupe a dû investir dans des ressources supplémentaires pour accompagner certains programmes soumis à une forte hausse de la demande clients, dans un contexte marqué par les pressions inflationnistes, l'allongement des délais d'approvisionnement et les tensions persistantes sur la chaîne logistique.

Pour ces programmes, les perturbations d'approvisionnement et la faible productivité initiale liée à la montée en cadence ont

entraîné une hausse des coûts plus rapide que celle des livraisons, pesant temporairement sur les marges. La division Systèmes d'interconnexion a également été affectée par un environnement de change défavorable, marqué par l'affaiblissement du dollar américain et le renforcement du peso mexicain face à l'euro.

Systèmes d'Interconnexion (en millions €)

Chiffre d'affaires consolidé

Croissance en valeur

Croissance organique

EBITDA Courant

Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires

	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Chiffre d'affaires consolidé	139,2	120,1
Croissance en valeur	16,0 %	
Croissance organique	29,9 %	
EBITDA Courant	16,0	7,7
Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires	11,5 %	6,4 %

LATECOERE SERVICES

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 55,3 millions d'euros, soit une croissance de 7,8 % par rapport à 2025 en données publiées. Cette performance reflète la croissance des marchés de l'après-vente et des services en Europe et en Amérique, le gain de contrats importants et l'amélioration des conditions commerciales. L'EBITDA courant de la division Services a atteint 13,3 millions d'euros, en hausse de 4,4 millions d'euros par rapport aux 8,9 millions d'euros enregistrés l'année précédente, sous l'effet de la croissance des volumes, d'une maîtrise rigoureuse des coûts et de l'obtention de meilleures conditions commerciales auprès des clients.

Latecoere Services (en M€)	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Chiffre d'affaires consolidé	55,3	51,3
Croissance en valeur	7,8 %	
EBITDA Courant	13,3	8,9
Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires	24,1 %	17,4 %

1.4. PERSPECTIVES 2026

Les pressions inflationnistes et les difficultés liées à l'évolution de l'activité au sein d'une chaîne d'approvisionnement aéronautique contrainte se poursuivent en 2026. La croissance des volumes des constructeurs (OEM) sur les segments de l'aviation commerciale, de l'aviation d'affaires et de la défense continue de s'accélérer fortement et de soutenir la progression du chiffre d'affaires global.

Toutefois, les montées en cadence génèrent des difficultés opérationnelles et des pressions sur les coûts pour l'ensemble du secteur, comme l'a constaté Latecoere au premier semestre 2026. Pour atténuer ces difficultés, Latecoere poursuit ses investissements dans son outil industriel, ses équipes et son implantation géographique afin de créer un

modèle économique plus résilient, mieux positionné pour accompagner les besoins croissants de ses clients.

Le Groupe continuera également à suivre de très près sa liquidité et ses principaux indicateurs opérationnels.

Le Groupe prévoit de nouvelles améliorations de la rentabilité et des flux de trésorerie par rapport au premier semestre 2026, grâce à l'augmentation des volumes et aux efforts visant à améliorer l'efficacité opérationnelle dans l'ensemble des activités du Groupe. Nous sommes également convaincus que le Groupe est bien positionné pour tirer parti de la vigueur persistante de la demande sur les marchés de l'aéronautique civile, de la défense et du spatial, ainsi que des fortes perspectives de nos activités de services aux clients et

d'après-vente. Les perspectives de Latecoere pour l'exercice 2026 comprennent les éléments suivants :

- poursuite de la croissance des volumes sur la plupart des principaux programmes ;
- effet en année pleine des initiatives opérationnelles et commerciales lancées au premier semestre 2026, conjugué à l'amélioration de la productivité et à la maîtrise des coûts au second semestre 2026 ;
- poursuite de l'inflation des coûts des matières et de la main-d'œuvre, toutefois largement compensée par : (i) de nouvelles négociations commerciales ; (ii) la maîtrise des coûts opérationnels indirects tout en accompagnant la croissance des volumes ; et (iii) la réalisation d'économies dans le cadre de nos programmes de création de valeur ;

- nonobstant notre dernier communiqué de presse, compte tenu de l'ensemble des facteurs précités et de notre performance opérationnelle au premier semestre 2026, le Groupe prévoit désormais une rentabilité sous-jacente, ou un EBITDA courant, inférieure au niveau atteint en 2025 ;
- dégradation de la rentabilité, ainsi que l'augmentation du besoin en fonds de roulement nécessaire pour soutenir les montées en cadence, devraient se traduire par une baisse marginale du flux de trésorerie disponible opérationnel par rapport à celui généré au cours de l'exercice précédent.

1.5. FAITS MARQUANTS DE LA PÉRIODE

Aucun fait significatif n'est intervenu au cours de la période.

1.6. ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Certains événements intervenus après la clôture méritent d'être signalés :

Un accord de principe a été conclu avec les prêteurs du PGE (Prêt Garanti par l'État) concernant une renégociation des modalités et conditions de la dette PGE.

Cet accord de principe prévoit notamment : une prolongation de la période d'éligibilité de cette dette jusqu'au 31 décembre 2029 ; une révision des ratios intégrés aux covenants financiers pour la période allant de décembre 2026 à décembre 2029 ; ainsi qu'une

modification du mécanisme d'amortissement de la dette. La finalisation de cet accord est attendue d'ici la fin octobre 2026.

Par ailleurs, un accord visant à augmenter la capacité de financement du Groupe auprès de BZ Private Credit Limited a été finalisé en juillet.

Cet accord a pour objet d'élargir les dispositifs de financement des stocks détenus par LATF11. Ces stocks servent de garantie pour l'émission d'obligations.

2

FACTEURS DE RISQUES

L'ensemble des risques identifiés et présentés dans le document d'enregistrement universel 2025 n'ont pas subi d'évolution significative. Ces risques sont décrits dans le chapitre 2 du document de référence déposé le 23 avril 2026 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129.

Aucune évolution de risque sur le premier semestre 2026 ne nécessite une mention spécifique dans ce document.

3

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2026

3.1 BILAN CONSOLIDE SEMESTRIEL	16	3.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	18	3.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	20
3.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL	17	3.4 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	19	3.6 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	22

3.1. BILAN CONSOLIDE SEMESTRIEL

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Ecarts d'acquisition	5	14 227	14 227
Actifs incorporels	6	87 603	95 339
Actifs corporels	6	85 795	89 552
Autres actifs financiers	24.4	6 430	6 446
Impôts différés	16.2	1 015	-
Instruments financiers dérivés	10	-	3 704
Autres actifs long terme		-	-
TOTAL ACTIF NON COURANT		195 070	209 268
Stocks et en-cours	7	250 743	232 813
Clients et autres débiteurs	9	125 276	108 990
Créances d'impôt	16.1	9 501	8 089
Instruments financiers dérivés	10.1	2 800	11 582
Autres actifs courants		5 395	3 789
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	45 694	56 769
Actifs destinés à être cédés	23	-	-
TOTAL ACTIF COURANT		439 410	422 032
TOTAL ACTIF		634 480	631 300

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Capital	11	127 319	127 231
Primes liées au capital	-	326 000	326 087
Actions propres	-	-452	-447
Autres réserves	-	-370 682	-341 732
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	-	-7 162	9 701
Résultat de la période	-	-23 539	-32 141
CAPITAL EMIS ET RESERVES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE	-	51 484	88 699
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	-	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES	-	51 484	88 699
Emprunts et dettes financières	14	104 840	186 869
Avances remboursables	14	24 071	25 603
Engagements envers le personnel	13	13 148	12 553
Provisions non courantes	12	15 530	19 253
Impôts différés	16	4 767	9 525
Instruments financiers dérivés	10	5 841	1 446
Autres passifs non courants	-	771	99
TOTAL PASSIF NON COURANT	-	168 969	255 349
Emprunts et concours bancaires	14	110 878	28 289
Avances remboursables	14	2 830	2 313
Provisions courantes	12	8 121	10 648
Fournisseurs et autres créditeurs	15	206 403	165 329
Impôt exigible	-	4 242	4 239
Passifs sur contrats	17	37 374	39 746
Autres passifs courants	17	38 910	36 658
Instruments financiers dérivés	10	5 270	30
Passifs destinés à être cédés	23	-	-
TOTAL PASSIF COURANT	-	414 028	287 252
TOTAL DES PASSIFS	-	582 996	542 601
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS	-	634 480	631 300

3.2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Chiffre d'affaires		431 555	374 606
Autres produits de l'activité		1 285	-9
Production stockée		2 899	6 009
Achats consommés et charges externes	18	-275 751	-227 597
Charges de personnel	18	-156 170	-128 163
Impôts et taxes		-5 093	-4 963
Dotations aux amortissements et pertes de valeur		-16 934	-18 752
Dotations nettes aux provisions d'exploitation		1 060	1 574
Dotations nettes aux actifs circulants		-303	-757
Autres produits		2 961	3 849
Autres charges		-25	-2 277
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-14 517	3 519
Autres produits opérationnels non courants	19	6 504	5 673
Autres charges opérationnelles non courantes	19	-6 513	-12 251
RESULTAT OPERATIONNEL		-14 526	-3 059
Coût de l'endettement financier net		-6 460	-6 530
Gains et pertes de change		318	-7 065
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés		99	-305
Autres produits et charges financières		-1 816	-2 390
RESULTAT FINANCIER	20	-7 858	-16 289
Impôts sur les bénéfices	21.2	-1 155	12 523
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		-23 539	-6 825

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2026	30 juin. 2025
RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES		-	-
RESULTAT NET		-23 539	-6 825
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		-23 539	-6 825
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		-23 539	-6 825
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		-23 539	-6 825
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES		-	-
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		-	-
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		-	-
RESULTAT (PART GROUPE) NET PAR ACTION			
• résultat de base	11.2	-0,0019	-0,0005
• résultat dilué	11.2	-0,0019	-0,0005
RESULTAT (PART GROUPE) NET PAR ACTION			
• résultat de base des activités poursuivies		-0,0019	-0,0005
• résultat dilué des activités poursuivies		-0,0019	-0,0005
RESULTAT (PART GROUPE) NET PAR ACTION			
• résultat de base des activités non poursuivies		-	-
• résultat dilué des activités non poursuivies		-	-

3

3.3. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers d'euros

	30 juin. 2026	30 juin. 2025
RESULTAT NET DE LA PERIODE (1)	-23 539	-6 825
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :	-	-
• Eléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :	-	-
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies	-	8
Produit (charge) d'impôt sur les éléments non reclassés ultérieurement	-	-2
• Eléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net :	-	-
Ecart de conversion	1 998	-4 264
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur)	-22 219	61 835
Autres éléments du résultat global	-62	-
Variation des produits ou charges d'impôts différés passant en capitaux propres	5 356	-15 972
TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (2)	-14 927	41 605
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL (1+2)	-38 466	34 780

Du fait de l'absence de minoritaire, il a été décidé de ne pas présenter de distinctions du résultat global entre la part des minoritaires et la part du groupe.

3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Résultat net de la période		-23 539	-6 825
Ajustement pour :			
Amortissements et provisions ⁽¹⁾		16 406	18 053
Elimination des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)		-99	305
(Plus)/moins values sur cessions d'actifs		-3 223	119
Autres éléments sans impact de trésorerie ⁽²⁾		1 179	-144
Autres ⁽³⁾		1 256	797
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		-8 020	12 306
Dont capacité d'autofinancement liée aux activités non poursuivies		-	-
Charge d'impôts	21.2	1 155	-12 523
Coût de l'endettement financier	20	6 460	6 530
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET IMPÔT		-404	6 313
Variation des stocks nets de provisions		-16 157	-564
Variation des clients et autres débiteurs nets de provisions		-18 697	16 347
Variation des fournisseurs et autres créditeurs		35 139	-13 009
Impôt payé		-1 527	-2 694
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		-1 648	6 392
Dont trésorerie provenant des activités opérationnelles liée aux activités non poursuivies		-	-
Incidence des variations de périmètre		-	-
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (dont variation des fournisseurs d'immobilisations) ⁽⁵⁾	6	-6 343	-7 024
Acquisition d'actifs financiers		-	-
Variation des prêts et avances consentis		59	-209
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽⁴⁾	6	4 414	374
Dividendes reçus		1	-

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2026	30 juin. 2025
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		-1 870	-6 859
Dont trésorerie provenant des activités d'investissements liée aux activités non poursuivies		-	-
Augmentation de capital	11	-	1 100
Acquisitions ou cessions d'actions propres		-5	-6
Emission d'emprunts ⁽⁶⁾	14.2	4 544	-
Remboursement d'emprunts	14.2	-148	-4 447
Remboursement des dettes sur obligations locatives	14.2	-5 492	-5 707
Intérêts financiers versés		-5 636	-6 770
Flux liés aux avances remboursables		-1 017	-104
Autres flux liés aux opérations de financement	14.2	-	-
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		-7 754	-15 934
+/- incidence des variations de change		188	-542
Incidence des changements de principes comptables ⁽⁵⁾		-	-1 710
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-11 083	-18 653
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture		56 715	59 374
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture		45 632	40 721

(1) Les amortissements et provisions diffèrent des montants présentés au compte de résultats du fait des dotations et reprises de provisions à caractère financier

(2) Il s'agit essentiellement de l'actualisation des emprunts divers

(3) En 2026, 1,255 M€ au titre des charges et produits calculés liés aux paiements en actions

(4) Produit de la vente du site Labège en Mai 2026 (4,2M)

(5) Total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles diffèrent du total présenté note 6 du fait de la prise en compte des variations des fournisseurs d'immobilisations et de l'impact des nouveaux crédit baux n'ayant pas d'impact sur le cash flow (0,75k)

(6) L'augmentation d'emprunts +4,5M€ concerne la facilité de crédit renouvelable chez Avcorp

3.5. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital émis	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Écarts de conversion	Attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
31-déc.-2024	126 198	326 020	-443	-334 879	-36 212	-12 320	68 365	-	68 365
Opération sur capital (*)	1 033	67	-	-	-	-	1 100	-	1 100
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	2 919	-	-	2 919	-	2 919
Opérations sur actions propres	-	-	-3	-	-	-	-3	-	-3
Transactions avec les actionnaires	1 033	67	-3	2 919	-	-	4 015	-	4 015
Résultat net de l'exercice (1)	-	-	-	-32 141	-	-	-32 141	-	-32 141
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)	-	-	-	-	45 913	-	45 913	-	45 913
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	1 851	1 851	-	1 851
Autres variations (***)	-	-	-	697	-	-	697	-	697
Autres éléments du résultat global (2)	-	-	-	697	45 913	1 851	48 460	-	48 460
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	-	-	-	-31 444	45 913	1 851	16 319	-	16 319
31 DÉC. 2025	127 231	326 087	-447	-363 405	9 701	-10 469	88 699	-	88 699
Opération sur capital (**)	87	-87	-	-	-	-	-0	-	-0
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	1 256	-	-	1 256	-	1 256
Opérations sur actions propres	-	-	-5	-	-	-	-5	-	-5
Transactions avec les actionnaires	87	-87	-5	1 256	-	-	1 250	-	1 250
Résultat net de l'exercice (1)	-	-	-	-23 539	-	-	-23 539	-	-23 539
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)	-	-	-	-	-16 863	-	-16 863	-	-16 863
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	1 998	1 998	-	1 998
Autres variations (***)	-	-	-	-62	-	-	-62	-	-62
Autres éléments du résultat global (2)	-	-	-	-62	-16 863	1 998	-14 927	-	-14 927
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	-	-	-	-23 601	-16 863	1 998	-38 466	-	-38 466
30 JUIN. 2026	127 319	326 000	-452	-385 750	-7 162	-8 471	51 483	-	51 483

(*) Augmentation de capital de 1,1 million d'euros en décembre 2025,

(**) Augmentation de capital de 87K d'euros en Mai 2026

(***) Impact principal lié à la réévaluation du taux d'actualisation sur les obligations en matière d'avantages sociaux

PREMIER SEMESTRE 2025

En milliers d'euros

	Capital émis	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Écarts de conversion	Attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
31 DÉC. 2024	126 198	326 020	-443	-334 879	-36 212	-12 319	68 365	-	68 365
Opération sur capital	733	367	-	-	-	-	1 100	-	1 100
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	797	-	-	797	-	797
Opérations sur actions propres	-	-	-6	-	-	-	-6	-	-6
Transactions avec les actionnaires	733	367	-6	797	-	-	1 891	-	1 891
Résultat net de l'exercice (1)	-	-	-	-6 825	-	-	-6 825	-	-6 825
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)	-	-	-	-	45 863	-	45 863	-	45 863
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-4 264	-4 264	-	-4 264
Autres variations	-	-	-	6	-	-	6	-	6
Autres éléments du résultat global (2)	-	-	-	6	45 863	-4 264	41 606	-	41 606
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	-	-	-	-6 818	45 863	-4 264	34 781	-	34 781
30 JUIN. 2025	126 931	326 387	-449	-340 901	9 651	-16 583	105 037	-	105 037

3

3.6. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES ANNEXES

NOTE 1	FAITS MARQUANTS	23	NOTE 15	FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS	52
NOTE 2	PRINCIPES COMPTABLES	24	NOTE 16	IMPÔTS	53
NOTE 3	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	26	NOTE 17	PASSIFS SUR CONTRATS	54
NOTE 4	SEGMENTS OPÉRATIONNELS	28	NOTE 18	DÉTAIL DES AUTRES COMPOSANTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	54
NOTE 5	ÉCART D'ACQUISITION	32	NOTE 19	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS	54
NOTE 6	IMMOBILISATIONS	33	NOTE 20	DÉTAIL DU RÉSULTAT FINANCIER	55
NOTE 7	STOCKS ET EN-COURS	37	NOTE 21	CHARGE D'IMPÔTS	55
NOTE 8	ACTIFS FINANCIERS	37	NOTE 22	GESTION DES RISQUES	56
NOTE 9	CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	38	NOTE 23	ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS	57
NOTE 10	INSTRUMENTS ET DÉRIVÉS	39	NOTE 24	ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS ÉVENTUELS	58
NOTE 11	CAPITAUX PROPRES	41	NOTE 25	PARTIES LIÉES	59
NOTE 12	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES	42	NOTE 26	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	59
NOTE 13	AVANTAGES AU PERSONNEL	42			
NOTE 14	PASSIFS FINANCIERS	50			

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

Latecoere est une société anonyme de droit français, domiciliée au 135 rue de Périole 31000 Toulouse – France, cotée en Bourse sur Euronext Paris FR001400JY13 - LAT).

Les états financiers consolidés du groupe Latecoere pour l'exercice clos le 30 juin 2026, comprennent la société mère et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme le Groupe) et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 septembre 2026.

NOTE 1 | FAITS MARQUANTS

Aucun fait significatif marquant n'est à signaler durant le 1^{er} semestre.

NOTE 2 | PRINCIPES COMPTABLES

2.1. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2026 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Informations intermédiaires ». S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

- Les règles et méthodes comptables appliquées aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2026 sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2025 à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026.

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

2.2. APPLICATION DE NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS appliqués de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 :

Amendements aux normes **IFRS 9 et IFRS 7** :
« Classification et évaluation des instruments financiers ».

Ces amendements visent notamment à clarifier la décomptabilisation des passifs financiers réglés via des systèmes de paiement électroniques, préciser l'analyse du critère SPPI (« Solely Payments of Principal and Interest »), et renforcer certaines informations à fournir dans les annexes.

Amendements à **IFRS 9 et IFRS 7** : « Contracts Referencing Nature-dependent Electricity »

Ces amendements, publiés en décembre 2024, concernent certains contrats d'électricité indexés sur la production d'énergies renouvelables et deviennent également applicables à compter du **1^{er} janvier 2026**.

Normes, interprétations et amendements non adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2026 ou dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2026 :

IFRS 18 – Présentation et informations à fournir dans les états financiers (application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2027).

2.3. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction du Groupe de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Le Groupe formule des hypothèses et établit régulièrement sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances.

La direction du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses ont été établis par référence à l'environnement actuel, notamment pour les estimations présentées ci-après :

- l'évaluation des écarts d'acquisition (note 5) ;

- les hypothèses de flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation retenus pour les tests de dépréciation des goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles sur la base du plan d'affaires 2025-2029 approuvé par le Conseil d'administration, restent inchangés depuis l'exercice clos au 31 décembre 2025 (note 6 URD du 31/12/2025) ;
- évaluation des dépréciations de stocks (note 7) ;
- valorisation à la juste valeur des instruments financiers et dérivés (note 10) ;
- évaluation des provisions (note 12) ;

- valorisation à la juste valeur du passif financier lié à la clause de Retour à Meilleure Fortune prévue dans le protocole de conciliation signé le 9 juin 2023 (note 14)
- évaluation des impôts différés (note 16.2).

Au 30 juin 2026, les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du Groupe à la date d'arrêt des comptes notamment concernant les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique et compte tenu des négociations commerciales en cours.

2.4. MÉTHODE D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUE AUX COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS SEMESTRIELS

- Les engagements envers le personnel au 30 juin 2026 ont été actualisés en tenant compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de 1^{er} rang (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx Corp AA 10+), le taux d'actualisation étant passé de 3,38 % à 3,61 %. L'impact de la revalorisation du taux d'actualisation est non significatif sur les capitaux propres du Groupe.

NOTE 3 | PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe exerçant, directement ou indirectement, un contrôle exclusif dans toutes les sociétés, celles-ci sont consolidées par intégration globale.

Toutes les sociétés significatives faisant partie du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre à l'exception de Latecoere India Private Limited qui clôture ses comptes au 31 mars et pour laquelle une situation est réalisée à la date de clôture. Des situations intermédiaires au 30 juin sont établies par l'ensemble des filiales afin d'établir les comptes consolidés condensés semestriels.

FILIALES

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société Latecoere sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur les activités jugées pertinentes de la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle. Toutes les transactions entre les filiales consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values, profits sur stocks, dividendes).

ENTITÉS NON CONSOLIDÉES

Les relations avec les entités non consolidées sont présentées dans la note 24.4.

	Pays	% de droits de vote	% d'intérêts	Méthode de consolidation
Latecoere	France			Société consolidante
Latecoere do Brasil	Brésil	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Czech Republic s.r.o	République Tchèque	100 %	100 %	Intégration globale
LETOV LV a.s.	République Tchèque	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Inc.	États-Unis	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Développement	France	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Mexico	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Mexico Services	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Bulgarie	Bulgarie	100 %	100 %	Intégration globale
LATF1	France	100 %	100 %	Intégration globale
LATF12	Belgique	100 %	100 %	Intégration globale
LFR4	France	100 %	100 %	Intégration globale
Technical Airborne Components (TAC)	Belgique	100 %	100 %	Intégration globale
Avcorp Industries Inc.	Canada	100 %	100 %	Intégration globale
Avcorp Composite Fabrication Inc.	Etats Unis	100 %	100 %	Intégration globale
Avcorp Us Holding Inc.	États-Unis	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec	France	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec GmbH	Allemagne	100 %	100 %	Intégration globale
SEA LATelec	Tunisie	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec Mexico	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec Mexico Services	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
LATsima	Maroc	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec Interconnection Inc.	Canada	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Interconnection Systems UK	Angleterre	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere India Private Limited	Inde	100 %	100 %	Intégration globale
Comteck Advanced Structures Ltd.	Canada	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Interconnection Systems US	États-Unis	100 %	100 %	Intégration globale

NOTE 4 | SEGMENTS OPÉRATIONNELS

Au 1^{er} juillet 2025, le groupe a officialisé une transformation vers une organisation plus intégrée et centrée sur le client. La nouvelle structure évolue d'un modèle orienté produit vers un modèle matriciel intégré, combinant approche produit et approche géographique, dans lequel les régions se concentrent sur la production en série des activités Aérostructures et Systèmes d'Interconnexion pour les OEM, en fonction de la localisation des clients. Latecoere Services propose une offre globale avec deux plateformes pour servir ses clients :

Toronto et Los Angeles pour les clients américains et Toulouse pour les autres clients dans le monde ; A noter que, conformément aux "entity-wide disclosures" d'IFRS 8 (§31 à §34), nos trois principaux clients représentent individuellement plus de 10 % du Chiffre d'Affaires consolidé du Groupe. Les organisations mentionnées constituent désormais l'ossature du groupe Latécoère. Conformément aux normes IFRS, le Groupe a appliqué cette nouvelle structure de segments de manière prospective, à compter des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

En conséquence, les segments opérationnels historiquement définis ont été modifiés pour refléter la nouvelle organisation du Groupe Latecoere. Le Groupe opérera à travers les quatre activités suivantes :

- Aérostructures (AS)
- Systèmes d'Interconnexion (IS)
- Latecoere Services (SPS)
- Spatial ; Cependant, seuls les segments Aérostructures, Systèmes d'interconnexion et Latecoere Services feront l'objet d'une restitution segmentée, l'activité Spatial ne dépassant aucun des seuils définis par les normes IFRS.

Les présentations dans cette publication intègrent les indicateurs relatifs aux nouveaux segments du Groupe, tant au 30 juin 2026 qu'à fin juin 2025 ; Cette position est conforme à l'approche de gestion intégrée dans IFRS 8, qui exige que l'information sectorielle externe reflète la structure interne, effectivement utilisée par la direction à la fin de la période de reporting. Les secteurs ou segments présentés par le Groupe sont des composantes distinctes du Groupe engagées dans la fourniture de biens ou services liés (secteurs d'activité) et qui sont exposés à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs et sont suivis par le Principal Décideur Opérationnel.

4.1. MESURE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

4.1.1 Indicateurs clés par secteur

La mesure de performance de chaque secteur d'activité, telle que revue par la Direction Générale, est fondée sur les indicateurs clés suivants.

- **Le Chiffre d'affaires**
- **L'EBITDA courant** qui correspond au résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et pertes de valeur d'immobilisations corporelles et incorporelles et retraité des éventuels impacts IFRS 2.
- **Le Résultat opérationnel courant** qui exclut du résultat opérationnel les éléments (charges ou produits) non courants, qui par nature ont un degré de prévisibilité insuffisant, compte tenu de leur caractère inhabituel, anormal ou peu fréquent.
- **Les Investissements Nets** qui mesurent le volume des investissements nouveaux. Ils correspondent aux actifs nets des amortissements retraités des cessions de la période.

PREMIER SEMESTRE 2026

30 juin 2026 - en milliers d'euros

	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Latécoère Services	Total Groupe
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ ACTIVITÉS POURSUIVIES	236 992	139 235	55 327	431 553
EBITDA courant activités poursuivies	-25 556	15 989	13 333	3 767
Résultat opérationnel courant activités poursuivies	-35 662	8 468	12 677	-14 517
Résultat opérationnel courant/chiffre d'affaires de l'activité	-15 %	6 %	23 %	-3 %
Autres produits et charges opérationnels non courants activité poursuivie	-2 284	2 849	-574	-8
Résultat opérationnel - activités poursuivies	-37 945	11 390	12 029	-14 526
Investissements nets (hors résultat de cession)	-4 580	-1 268	-495	-6 343

PREMIER SEMESTRE 2025

30 juin 2025 - en milliers d'euros

	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Latécoère Services	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ ACTIVITÉS POURSUIVIES	203 204	120 070	51 332	374 606
EBITDA courant activités poursuivies	5 632	7 702	8 938	22 272
Résultat opérationnel courant activités poursuivies	-3 555	-1 275	8 349	3 519
Résultat opérationnel courant/chiffre d'affaires de l'activité	-1,7 %	-1,1 %	16,3 %	0,8 %
Autres produits et charges opérationnels non courants activité poursuivie	-5 411	-1 167	-	-6 578
Résultat opérationnel - activités poursuivies	-8 966	-2 442	8 349	-3 059
Investissements nets (hors résultat de cession)	-4 266	-2 551	-	-6 817

Dont impact de la société MADES sur le chiffre d'affaires consolidé de 13 M€, de 1,6 M€ sur l'EBITDA courant et de 1,3M€ sur le résultat opérationnel courant

ÉLÉMENTS DU BILAN AU 30 JUIN 2026

30. juin 2026 - en milliers d'euros	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Latecoere Services	Élimination intersecteur	Total
Ecarts d'acquisition	14 227	-		-	14 227
Immobilisations incorporelles	76 186	10 650	768	-	87 603
Immobilisations corporelles	71 153	9 486	5 156	-	85 795
Autres actifs financiers	5 714	715			6 430
IMMOBILISATIONS	167 280	20 851	5 924	-	194 055
Stocks et en-cours	165 919	63 656	21 184	-16	250 743
Créances clients et autres débiteurs	88 302	26 024	23 048	-12 099	125 275
Autres actifs	43 214	21 441		-247	64 407
Actifs destinés à être cédés	-			-	-
TOTAL DES ACTIFS SECTORIELS	464 715	131 972	50 156	-12 362	634 480
Provisions	15 246	3 855	4 551		23 651
Avances remboursables	15 391	11 510		-	26 901
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	149 886	58 381	7 961	-9 825	206 404
Passifs sur contrats	26 846	10 528		-	37 374
Autres passifs	55 416	10 297	7 479	-242	72 949
Passifs destinés à être cédés	-	-		-	-
TOTAL DES PASSIFS SECTORIELS HORS DETTES FINANCIÈRES	262 784	94 570	19 991	-10 067	367 279

Les autres actifs de 64,4 M€ comprennent notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 45,6 M€.

ÉLÉMENTS DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2025

31 déc. 2025 - en milliers d'euros	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Latecoere Services	Élimination intersecteur	Total
Ecart d'acquisition	14 227	-	-	-	14 227
Immobilisations incorporelles	78 918	15 297	1 123	-	95 339
Immobilisations corporelles	71 364	13 097	5 091	-	89 552
Autres actifs financiers	5 704	742	-	-	6 446
IMMOBILISATIONS	170 214	29 136	6 214	-	205 564
Stocks et en-cours	157 663	56 399	18 767	-16	232 813
Créances clients et autres débiteurs	80 500	23 400	18 181	-13 091	108 991
Autres actifs	57 553	27 862	-	-1 481	83 933
Actifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-
TOTAL DES ACTIFS SECTORIELS	465 930	136 797	43 162	-14 588	631 301
Provisions	21 672	2 999	5 229	-	29 900
Avances remboursables	15 698	12 219	-	-	27 916
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	174 071	46 083	7 970	-62 795	165 329
Passifs sur contrats	28 093	11 653	-	-	39 746
Autres passifs	50 391	12 126	3 516	-1 481	64 551
Passifs destinés à être cédés	-	-	-	-	-
TOTAL DES PASSIFS SECTORIELS HORS DETTES FINANCIÈRES	289 925	85 079	16 715	-64 276	327 443

Les autres actifs de 83,9 M€ comprennent notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 56,8 M€.

4.1.2 Réconciliation avec les données du Groupe

L'EBITDA courant se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la manière suivante :

En milliers d'euros	30 juin. 2026	30 juin. 2025
(+) Résultat opérationnel	-14 526	-3 059
(-) Autres produits et charges opérationnels non courants	-9	-6 578
(-) Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-16 934	-18 752
(+/-) Autres éléments non-cash	-1 256	0
EBITDA courant	3 673	22 272

NOTE 5 | ÉCART D'ACQUISITION

En milliers d'euros		31 déc. 2025	30 juin. 2026 Valeur brute	Dépréciations Antérieures	Dépréciations	Autres variations	30 juin. 2026 Valeur nette
UGT TAC	Technical Airborne Components (TAC)	2 229	2 229	-	-	-	2 229
UGT AVCORP	Avcorp Industries Inc.	11 999	19 280	-7 281	-	-	11 999
TOTAL		14 228	21 509	-7 281	-	-	14 228

A noter que les UGT sont détaillées spécifiquement dans la note 6.2

NOTE 6 | IMMOBILISATIONS

6.1. VARIATION DES IMMOBILISATIONS

VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS

En milliers d'euros	31 déc. 2025	Incidence des var. de change	Reclassement & mise au rebut	Acquisitions	Cessions	30 juin. 2026
Coûts de développement capitalisés	209 555	-16	-167	418	-	209 791
Marques	1 396	-3	-	-	-	1 393
Relations clients	61 110	-618	-	-	-	60 492
Carnet de commandes	660	-	-	-	-	660
Licences	4 807	-	-	-	-	4 807
Logiciels	60 352	-14	1 487	47	-9	61 863
Autres immobilisations incorporelles	9 157	-	-1 567	2 206	-	9 795
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	347 037	-651	-247	2 671	-9	348 801
Terrains	5 398	157	-	-	-3	5 552
Constructions	82 935	626	-662	450	-746	82 602
Installations techniques, matériel & outillage	198 012	765	3 351	1 007	-3 557	199 579
Autres immobilisations corporelles	28 549	173	-324	545	-1 462	27 481
Immobilisations en cours	9 980	290	-3 727	1 416	-	7 959
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	8	-	-1	158	-	165
Droit d'utilisation des contrats	97 427	824	-	20	-6 125	92 146
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	422 309	2 836	-1 364	3 597	-11 893	415 485

3

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

En milliers d'euros	31 déc. 2025	Incidence des var. de change	Reclassement & mises au rebut	Dotations	Reprises	30 juin. 2026
Coûts de développement capitalisés	172 318	-3	-	5 432	-	177 746
Marques	-	-	-	-	-	-
Relations clients	15 575	-110	-	2 360	-	17 825
Carnet de commandes	660	-	-	-	-	660
Licences	2 288	-	-	240	-	2 528
Logiciels	55 811	-12	3	1 667	-9	57 460
Autres immobilisations incorporelles	5 045	12	-80	-	-	4 977
AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	251 698	-113	-77	9 699	-9	261 198
Dépréciations des terrains	1 375	-	-	-	-	1 375
Constructions	72 595	341	-763	896	-438	72 630
Installations techniques, matériel & outillage	169 619	683	-262	2 954	-3 734	169 260
Autres immobilisations corporelles	25 470	189	-333	634	-1 252	24 709
Immobilisations corp. en cours	4 349	-	-	-	-	4 349
Avances et acomptes s/immo. corp.	99	-	-	-	-	99
Droit d'utilisation des contrats	59 250	544	-	2 706	-5 232	57 268
AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS CORPORELLES	332 757	1 757	-1 358	7 189	-10 655	329 691

VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS

En milliers d'euros	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Coûts de développement capitalisés	32 045	37 238
Marques	1 393	1 396
Relations clients	42 667	45 535
Carnet de commandes	0	0
Licences	2 278	2 518
Logiciels	4 402	4 541
Autres immobilisations incorporelles	4 818	4 111
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	87 603	95 339
Terrains	4 177	4 023
Constructions	9 972	10 340
Installations techniques, matériel & outillage	30 319	28 393
Autres immobilisations corporelles	2 773	3 078
Immobilisations en cours	3 610	5 632
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	66	-91
Droit d'utilisation des contrats	34 877	38 177
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	85 795	89 551

Coûts de développements

Les coûts de développement correspondent en majeure partie aux coûts NRC sur contrats (design, outillage). Lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié (arrêt d'un programme, baisse significative des prévisions de cadences de production par le donneur d'ordre), une analyse au cas par cas est réalisée et une dépréciation est comptabilisée lorsque la marge brute à venir du programme concerné est inférieure à la valeur nette comptable des coûts de développement.

Les coûts de développement significatifs non rattachés à des contrats font l'objet d'une revue annuelle des perspectives de rentabilité pour s'assurer qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

La majeure partie des coûts de développement concerne les programmes suivants : A400M (meuble électrique), F7X (harnais, tronçon de fuselage arrière), Embraer E2 (portes) et A350 (harnais) et A321 (portes).

6.2. TEST DE DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Analyse au 30 juin 2026 :

Dans le cadre de cet arrêté intermédiaire, la société n'a pas identifié d'indice de perte de valeur. Par conséquent il n'a pas été effectué de test de dépréciation au 30 juin 2026.

Rappel de l'évaluation réalisée au 31 décembre 2025 :

Chaque secteur d'activité du Groupe a été affecté à une Unité Génératrice de Trésorerie (UGT), dont le suivi des écarts d'acquisition est présenté en note 5.

Celles retenues au sein du Groupe Latecoere sont :

- Les UGT de la branche Aérostructures : Structures – AvCorp – TAC ;
- L'UGT de la branche SI (Systèmes d'Interconnexion) ;
- L'UGT de la branche Latecoere Services (Services et Produits Spéciaux - SPS).

Des tests ont été réalisés au 31 décembre 2025 sur les Unités Génératrices de Trésorerie qui portent des goodwill, conformément à la norme IAS 36, soit TAC et AvCorp. Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation de la valeur d'utilité de ces UGT se présentent comme suit :

- Les flux de trésorerie futurs sont établis à partir de prévisionnels d'exploitation à cinq ans de l'UGT testée ;

- Les prévisions d'exploitation tiennent compte des données économiques générales, de taux d'inflation, du cours de la devise spécifique par zone géographique, et d'hypothèses macroéconomiques à moyen et long terme ;
- La valeur d'utilité des UGT est égale à la somme de ces flux de trésorerie prévisionnels actualisés à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif représentatif de l'activité à long terme.

Les paramètres retenus étaient les suivants :

- Le taux de croissance retenu pour la détermination de la valeur terminale a été fixé à 2 % (identique en 2024) ;
- Le taux d'actualisation de référence retenu est de 9,04 % appliqué à des flux de trésorerie après impôts (contre 9,89 % en 2024).

Les valeurs d'utilité de l'UGT **TAC** est ressortie supérieure à la valeur nette des actifs testés. Aucune dépréciation n'a été constatée dans les comptes au 31 décembre 2025.

Le test de l'UGT **AvCorp** a été effectué dans le cadre d'IAS 36. Les principales hypothèses utilisées pour l'évaluation de la valeur d'utilité de l'UGT se présentent comme suit :

- Les flux de trésorerie futurs sont établis à partir de prévisionnels d'exploitation à cinq ans de l'UGT testée ;

- Les prévisions d'exploitation utilisées tiennent compte des données économiques générales, de taux d'inflation spécifiques par zones géographiques, d'un cours du dollar canadien (CAD) en fonction des informations de marché disponibles et d'hypothèses macroéconomiques à moyen et long terme ;
- La valeur d'utilité des UGT est égale à la somme de ces flux de trésorerie prévisionnels actualisés à laquelle s'ajoute une valeur terminale calculée par application d'un taux de croissance attendu des activités considérées à un flux normatif représentatif de l'activité à long terme. La valeur d'utilité de l'UGT **AvCorp** est supérieure à la valeur nette des actifs testés. Aucun complément de dépréciation n'a été constaté dans les comptes au 31 décembre 2025.

L'analyse de ces deux UGT a été confortée par une analyse de sensibilité, consistant en une prise en compte d'une variation du taux d'actualisation de +/- 0,5 % et d'une variation du taux de croissance à long terme de +/- 0,5 % par rapport aux taux utilisés mentionnés ci-dessus, soit de manière combinée soit individuellement. Dans aucune des hypothèses, les valeurs d'utilité ne sont ressorties inférieures aux valeurs comptables nettes.

Au 31 décembre 2025, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur les actifs des UGT **Systèmes d'Interconnexion** et **SPS** (Latecoere Services). Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené sur les actifs de ces deux UGT, et aucune dotation ou reprise de dépréciation n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2025.

Enfin, au 31 décembre 2025, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur les actifs de l'UGT **Structures**. Par ailleurs, il n'a pas été identifié d'indice montrant que les pertes de valeur historiquement comptabilisées seraient susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. Par conséquent, aucun test de dépréciation n'a été mené sur les actifs de cette UGT.

NOTE 7 | STOCKS ET EN-COURS

	30 juin. 2026			31 déc. 2025			Variation		
	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net	Brut	Provision	Net
<i>En milliers d'euros</i>									
Matières premières et approvisionnements	178 344	-19 532	158 813	165 169	-21 791	143 378	13 175	2 259	15 434
En-cours de production et produits finis	107 882	-15 951	91 931	107 918	-18 483	89 434	-36	2 532	2 496
STOCKS INDUSTRIELS	286 226	-35 483	250 743	273 087	-40 274	232 813	13 139	4 792	17 931

NOTE 8 | ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables ».

	Coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	30 juin. 2026	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>					
Actifs financiers non courants	6 430	-	-	6 430	6 430
Clients et autres débiteurs	125 276	-	-	125 276	125 276
Instruments dérivés à l'actif	-	-	2 800	2 800	2 800
Trésorerie et équivalent de trésorerie	45 694	-	-	45 694	45 694
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	177 399	-	2 800	180 200	180 200

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>				
Instruments financiers	-	2 800	-	2 800
TOTAL	-	2 800	-	2 800

	Coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31 déc. 2025	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>					
Actifs financiers non courants	6 446	-	-	6 446	6 446
Clients et autres débiteurs	108 990	-	-	108 990	108 990
Instruments dérivés à l'actif	-	-	15 286	15 286	15 286
Trésorerie et équivalent de trésorerie	56 769	-	-	56 769	56 769
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	172 206	-	15 286	187 492	187 492

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>				
Instruments financiers	-	15 286	-	15 286
TOTAL	-	15 286	-	15 286

La juste valeur des créances clients correspond à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres débiteurs.

NOTE 9 | CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

En milliers d'euros

	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Avances et acomptes versés sur commandes	4 860	2 749
Créances clients	75 538	68 444
Factures à établir	25 774	18 898
Dép. clients et comptes rattachés	-4 746	-4 781
Créances fiscales	14 796	15 238
Autres créances	9 052	8 442
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	125 276	108 990
Charges constatées d'avance	4 615	3 071
Autres actifs courants	780	718
TOTAL DES AUTRES ACTIFS COURANTS	5 395	3 789

NOTE 10 | INSTRUMENTS ET DÉRIVÉS

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients, le Groupe est confronté à des risques de change. Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD.

Ainsi, les entités du Groupe confrontées à ce risque de change facturent environ 76 % de ses ventes en US dollars et achètent environ 72 % de fournitures ou sous-traitance en US dollars. La couverture naturelle du Groupe sur le dollar USD représente environ 42 %.

La variation de juste valeur des instruments financiers n'impacte pas le résultat financier du premier semestre 2026.

A noter la variation de la CVA / DVA sur le résultat financier s'est élevée à +0,1 M€ au premier semestre 2026 et -0,3 M€ en 2025.

10.1. INFORMATIONS SUR LA VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET SUR LES NOTIONNELS COUVERTS

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme et des tunnels d'options pour couvrir son risque de change.

	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel*	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
<i>En milliers d'euros</i>						
CVA/DVA sur instruments EUR/USD	-	-69	-	-69	-	-
INSTRUMENTS NON QUALIFIÉS	-	-69	-	-69	-	-
Couverture de flux de trésorerie :	-	-	-	-	-	-
• Options de change EUR/USD	-	-	-	-	-	-
• Contrats de change à terme EUR/USD	2 800	11 180	577 222	376 163	201 059	-
INSTRUMENTS QUALIFIÉS	2 800	11 180	577 222	376 163	201 059	-
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture	-	-69	-	-	-	-
Instruments qualifiés de comptabilité de couverture (*)	2 800	11 180	577 222	376 163	201 059	-
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS	2 801	11 111	577 222	376 163	201 059	-
• dont instruments dérivés non courant	-	5 841	-	-	-	-
• dont instruments dérivés courant	2 800	5 270	-	-	-	-

(*) Le notionnel est valorisé en milliers d'euros en utilisant la taux de change à la date de clôture.

10.2. INFORMATIONS SUR LES IMPACTS RÉSULTAT ET CAPITAUX PROPRES DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

IMPACT DES COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE FUTURS

En milliers d'euros	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à l'ouverture	9 701	-36 212
Correction impact ouverture	-	-
Variation de juste valeur efficace	-22 219	49 487
Reclassement en résultat net de l'exercice	-	-
Ecart de conversion	-	-
Effet d'impôt sur les variations de l'exercice	5 356	-3 575
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à la clôture	-7 163	9 701

IMPACT DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS AUXQUELS LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE N'EST PAS APPLIQUÉE

En milliers d'euros	30 juin. 2025	31 déc. 2025
Juste valeur à l'ouverture	-30	150
Impact avant impôts sur résultat	99	-180
Juste valeur à la clôture	69	-30

NOTE 11 | CAPITAUX PROPRES

11.1. COMPOSITION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Nombre d'actions	12 731 869 144	12 723 143 054
Valeur nominale d'une action	0,01	0,01
Capital social en euros	127 318 692	127 231 431

Les principaux mouvements de titres sur le premier semestre sont les suivants :

Une augmentation de capital a eu lieu en date du 13 mai 2026 par émission de 59 500 actions de préférence à 0,01 Euros, et le 5 juin 2026 de 8 666 664 actions ordinaires à 0,01 euros portant le nouveau capital social de 12 723 143 054 actions à 12 731 869 218 à 0,01 euros .

	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Moyenne des titres émis	12 668 763 569	12 668 154 826
Moyenne des titres auto détenus	661 335	647 836
Moyenne pondérée des titres (a)	12 668 102 233	12 667 506 990
Effet dilutif du plan d'actions de performance (b)	3 702 257	40 305 110
Total des titres dilués (a+b)	12 671 804 491	12 707 812 100
RÉSULTAT (PART DU GROUPE) EN EUROS	-23 538 969	-32 141 403
Résultat par action - en €	-0,0019	-0,0025
Résultat dilué par action - en €	-0,0019	-0,0025

11.2. ACTIONS PROPRES

En quantité	31 déc. 2025	Acquisitions	Cessions	30 juin. 2026	% du Capital
Titres LATECOERE	634 721	4 316 614	4 036 359	914 976	0,01 %
En euros	31 déc. 2025	Acquisitions	Cessions	30 juin. 2026	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	8 805	72 075	69 651	11 229	0,01

Les opérations sur actions propres sont effectuées dans le cadre du contrat de liquidité géré par Gilbert Dupont.

En application d'IAS 32 - 33, les actions propres auto-détenues sont comptabilisées directement en capitaux propres.

NOTE 12 | PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

En milliers d'euros	31 déc. 2025	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	Incidence des var. de change	30 juin. 2026
Provisions non courantes	19 253	681	-1 346	-454	-2 630	27	15 530
Provisions pour restructurations (non courantes)	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	19 253	681	-1 346	-454	-2 630	27	15 530
Provisions courantes	10 194	123	225	-	-2 541	6	8 007
Provisions pour restructurations (courantes)	454	102	-420	-63	-	40	114
TOTAL PROVISIONS COURANTES	10 648	225	-194	-63	-2 541	46	8 121
TOTAL PROVISIONS	29 900	906	-1 541	-516	-5 171	73	23 651

Les reclassements s'élevant à 5,2 M€ correspondent à des retraitements de provisions d'ouverture vers la rubrique Autres dettes.

Les reprises non utilisées pour un total de 1,5 M€ concernent des provisions sur contrats commerciaux qui ont été éteintes au cours de l'exercice.

Le solde au 30 juin est principalement constitué de 16,3 M€ de provisions pour litiges sur contrats commerciaux, de 4 M€ pour la provision pour dépollution du site Périole et de 2 M€ de provisions pour PSE / GEPP et autres risques RH.

NOTE 13 | AVANTAGES AU PERSONNEL

En milliers d'euros	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Engagements de retraite	10 505	10 053
Médailles du travail	2 643	2 500
TOTAL	13 148	12 553

Le montant définitif de l'engagement sera actualisé au 31 décembre 2026 lors des calculs actuariels complets et définitifs.

13.1. PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

ATTRIBUTION DU 1^{ER} JUILLET 2022

Le Conseil d'Administration du 1^{er} juillet 2022 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions au profit des membres du Comité Exécutif exerçant des fonctions de dirigeants ou salariés et certains salariés exerçant des fonctions managériales au sein du Groupe Latecoere. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Autorisation de l'Assemblée générale	22/03/2022
Date du Conseil d'Administration	01/07/2022
Bénéficiaires	Membres du Comité Exécutif exerçant des fonctions de dirigeants ou salariés et certains salariés exerçant des fonctions managériales au sein du Groupe Latecoere
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	69
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2022 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 4 606 897 actions
Nombre d'actions attribuées	3 836 420 actions
Date d'attribution	01/07/2022
Date d'acquisition	31/12/2026 (sous condition de présence et de performance cumulatives)
Conditions de performances	A la date d'acquisition : Conditions de performance détaillées ci-dessous

Les conditions de performance sont ainsi constituées :

Le nombre d'Actions qui sera livré sera calculé au titre du critère de performance EBITDA. (EBITDA @hedged Rate - with M&A). A l'issue de la Période d'Acquisition, le Conseil appréciera la performance du critère sur la base du barème suivant :

- Performance : si l'Ebitda réalisé est supérieur à 113 M€ alors la totalité de l'enveloppe d'Actions attribuées sera livrée.
- Sous-performance : si l'Ebitda réalisé est inférieur à 83 M€ alors aucune action attribuée ne sera livrée.
- Entre ces 2 seuils, la progression s'effectuera par paliers.

Information sur la juste valeur du plan

Compte tenu du caractère non significatif de la valorisation à la clôture, aucune valorisation n'a été comptabilisée dans les comptes au 30/06/2026.

ATTRIBUTION DU 19 DÉCEMBRE 2023

Le Conseil d'Administration du 19 décembre 2023 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions de préférences et d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés qui lui sont liées.

Ce plan a été dénoué fin décembre 2024 par une augmentation de capital, s'élevant à 1 230 275,61 €.

Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

ACTIONS GRATUITES DE PREFERENCE

Autorisation de l'Assemblée générale	26/07/2023
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	22/12/2023
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	13
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 100 000 actions de préférence
Nombre d'actions attribuées	45 000
Date d'attribution	22/12/2023
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : cf ci-dessous

Les conditions de performance sont ainsi constituées :

La parité de conversion est fondée sur le TRI réalisé par l'investisseur financier à la première des dates suivantes : la Date de Sortie ou la Date de Fusion, correspondant à la date d'effet d'une des opérations décrites dans les Termes et Conditions du règlement du plan des Actions de Préférence inclus dans les statuts de la Société, ou l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la réalisation de la ou des opérations considérées.

Information sur la juste valeur du plan :

La juste valeur du plan calculée par un actuaire externe, est déterminée, à la date d'attribution, L'évaluation est basée sur le modèle binomial de Cox, Ross et Rubinstein dans le cadre de l'évaluation d'une option européenne. Un modèle spécifique a été développé pour tenir compte du payoff des ADP, assimilables sur le plan économique et financier à des options, dont la valeur dépend d'un critère de performance (TRI réalisé par l'investisseur financier, la société SCP).

ACTIONS GRATUITES ORDINAIRES

Autorisation de l'Assemblée générale	26/07/2023
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	22/12/2023
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	8
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 400 000 000 actions ordinaires
Nombre d'actions attribuées	133 999 797
Date d'attribution	22/12/2023
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A

Aucune condition de performance n'est constituée.

ATTRIBUTION DU 30 DÉCEMBRE 2024

Le Conseil d'Administration du 30 décembre 2024 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions de préférence et d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés qui lui sont liées.

Ce plan a été dénoué fin décembre 2025 par une augmentation de capital, s'élevant à 300 050 €. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

ACTIONS GRATUITES DE PREFERENCE

Autorisation de l'Assemblée générale	26/07/2023
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	30/12/2024
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	1
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 48 500 actions de préférence
Nombre d'actions attribuées	5 000
Date d'attribution	30/12/2024
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : cf ci-dessous

Les conditions de performance sont ainsi constituées :

La parité de conversion est fondée sur le TRI réalisé par l'investisseur financier à la première des dates suivantes : la Date de Sortie ou la Date de Fusion, correspondant à la date d'effet d'une des opérations décrites dans les Termes et Conditions du règlement du plan des Actions de Préférence inclus dans les statuts de la Société, ou l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la réalisation de la ou des opérations considérées.

ACTIONS GRATUITES ORDINAIRES

Autorisation de l'Assemblée générale	26/07/2023
Date de délibération du Conseil	30/12/2024
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	1
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 400 000 000 actions ordinaires
Nombre d'actions attribuées	30 000 000
Date d'attribution	30/12/2024
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : N/A

ATTRIBUTION DU 13 MAI 2025

Le Conseil d'Administration du 19 mars 2025 et du 18 avril 2025 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions de préférence et d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés qui lui sont liées.

Ce plan a été dénoué en Mai 2026 par une augmentation de capital, s'élevant à 87 267 €.

Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

ACTIONS GRATUITES DE PREFERENCE

Autorisation de l'Assemblée générale	26/07/2023
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	19/03/2025 et 18/04/2025
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	12
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 100 000 actions de préférence
Nombre d'actions attribuées	59 500
Date d'attribution	13/05/2025
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : cf ci-dessous

Les conditions de performance sont ainsi constituées :

La parité de conversion est fondée sur le TRI réalisé par l'investisseur financier à la première des dates suivantes : la Date de Sortie ou la Date de Fusion, correspondant à la date d'effet d'une des opérations décrites dans les Termes et Conditions du règlement du plan des Actions de Préférence inclus dans les statuts de la Société, ou l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la réalisation de la ou des opérations considérées.

ACTIONS GRATUITES ORDINAIRES

Autorisation de l'Assemblée générale	30/12/2024
Date de délibération du Conseil	13/05/2025
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	5
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 400 000 000 actions ordinaires
Nombre d'actions attribuées	8 666 664
Date d'attribution	13/05/2025
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : N/A

La juste valeur des attributions gratuites (actions ordinaires et actions de préférence) réalisées en mai 2026, calculée sur la base du rapport d'un actuaire externe, a généré une charge de 1,3 M d'euros dans les comptes au 30 juin 2026, comptabilisés dans la catégorie « charges de personnel ».

NOTE 14 | PASSIFS FINANCIERS

14.1. DÉTAIL DES PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	30 juin. 2026
Emprunt PGE et RMF (Prêt Garanti par l'Etat et Retour à Meilleure Fortune)	-	-	85 004	85 004
Emprunt Obligataire Sienna (Latfi1)	-	-	20 000	20 000
Emprunts Divers	-	-	40 856	40 856
Dettes sur obligations locatives	-	-	69 795	69 795
Facilités bancaires et autres	-	-	63	63
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	-	-	215 718	215 718
Avances remboursables	-	-	26 901	26 901
Autres passifs long terme	-	-	771	771
Instruments financiers dérivés	-69	11 180	-	11 111
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	206 403	206 403
TOTAL AUTRES PASSIFS FINANCIERS	-69	11 180	207 175	218 285
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	-69	11 180	422 893	434 003

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	-	11 111	-	11 111
TOTAL	-	11 111	-	11 111

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31 déc. 2025
Emprunt PGE et RMF (Prêt Garanti par l'Etat et Retour à Meilleure Fortune)	-	-	85 004	85 004
Emprunt Obligataire Sienna (Latfi1)	-	-	19 951	19 951
Emprunts Divers	-	-	35 056	35 056
Dettes sur obligations locatives	-	-	75 093	75 093
Facilités bancaires et autres	-	-	54	54
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	-	-	215 158	215 158
Avances remboursables	-	-	27 916	27 916
Autres passifs long terme	-	-	99	99
Instruments financiers dérivés	-	1 477	-	1 477
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	165 329	165 329
TOTAL AUTRES PASSIFS FINANCIERS	-	1 477	193 344	194 821
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	-	1 477	408 503	409 979

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés	-	1 477	-	1 477
TOTAL	-	1 477	-	1 477

La juste valeur des dettes fournisseurs est considérée correspondre à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres créditeurs. Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Avances remboursables :

Les avances remboursables sont liées aux programmes A350 (16,6 M€), et Embraer (6 M€). Les avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

14.2. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

En milliers d'euros	31 déc. 2025	Augmentation	Diminution	Variation sans impact de trésorerie	Reclassement	30 juin. 2026
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à plus d'un an	122 261	-	-148	1 601	-78 535	45 179
Dettes sur obligations locatives – part à plus d'un an	64 608	-	-545	131	-4 534	59 661
Autres dettes financières et facilités bancaires	-	-	-	-	-	-
Passifs non courants	186 869	-	-693	1 732	-83 069	104 840
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit – part à moins d'un an	17 750	4 544	-	-159	78 545	100 680
Dettes sur obligations locatives – part à moins d'un an	10 484	-	-4 947	73	4 524	10 134
Autres dettes financières et facilités bancaires	54	-	-	9	-	63
Passifs courants	28 286	4 544	-4 947	-77	83 069	110 878
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	215 157	4 544	-5 639	1 655	-0	215 718

Le taux d'actualisation appliqué dans le cadre des dettes sur obligations locative correspond au taux d'emprunt que le Groupe aurait à payer s'il empruntait l'argent sur le marché pour se financer.
La dette du PGE a été reclassifiée en dette court-terme dans les comptes du 30 juin, selon les termes des conventions bancaires de la note 22.1 risque de contrepartie.

Les termes et conditions des emprunts en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	30 juin. 2026	
				Valeur nominale d'origine	Valeur comptable
Emprunts PGE et RMF (Prêt Garanti par l'Etat et Retour à Meilleure Fortune)	EURO	Taux Fixes / Taux variables	2027	92 200	85 004
Emprunt Obligataire Sienna (Latfi1)	EURO	Taux Fixe	2031	23 500	20 000
Emprunts bancaires Avcorp	CAD	Taux variable	2026 à 2034	25 000	21 113
Emprunt divers Autres	Multi-devises	Taux fixe	2026 à 2031		19 743
Dettes sur obligations locatives	Multi-devises	Taux fixe	N/A	N/A	69 795
Facilités bancaires et autres	EURO	Taux Fixes / Taux variables	N/A	63	63
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				140 763	215 718

Les échéances contractuelles des emprunts et dettes financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros	30 Juin. 2026 Capital
Moins d'1 an	110 878
PGE (1)	77 804
Leases	10 134
Emprunt Avcorp	18 953
Autres emprunts	3 986
De 1 an à 5 ans	73 048
PGE	0
Leases	30 023
Emprunt Avcorp	2 160
Autres emprunts	40 865
Plus de 5 ans	31 792
PGE	0
Leases	29 639
Emprunt Avcorp	0
Autres emprunts	2 154
TOTAL	215 718

(1) La dette du PGE a été reclassifiée en dette court-terme dans les comptes du 30 juin, selon les termes des conventions bancaires de la note 22.1 risque de contrepartie.

NOTE 15 | FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En milliers d'euros	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Dettes fournisseurs	118 474	102 120
Dettes sociales	53 395	45 224
Dettes fiscales	2 796	4 612
Clients créditeurs	27 866	10 930
Autres dettes	3 874	2 443
TOTAL DETTES ET AUTRES CRÉDITEURS	206 403	165 329

NOTE 16 | IMPÔTS

16.1. CRÉANCES D'IMPÔT

Le montant comptabilisé en créances fiscales au 30 juin 2026 pour 9,5 millions d'euros correspond principalement à des crédits d'impôt.

16.2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

En milliers d'euros	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Impôts différés actif	0	1 755
Impôts différés passif	-9 525	-6 798
IMPOTS DIFFERES A L'OUVERTURE	-9 525	-5 044
Produit (charges) d'impôt différé de la période	419	-2 510
Variation des impôts différés passant en capitaux propres	5 355	-1 972
IMPOTS DIFFERES A LA CLOTURE	-3 751	-9 525
Dont impôts différés actifs	1 015	0
Dont impôts différés passifs	-4 767	-9 525

L'analyse des actifs nets d'impôts différés par nature se présente comme suit :

En milliers d'euros	30 juin. 2026	31 déc. 2025
Immobilisations incorporelles et corporelles	-3 653	-3 012
Lease	-80	194
S&LB	1 545	1 506
Instruments financiers	1 421	-3 909
Engagements envers le personnel	2 469	2 352
Autres provisions (provisions réglementées)	-2 607	-2 846
Déficits reportables	12 820	12 820
Impact PPA Avcorp (hors déficits activés)	-11 974	-12 614
Autres	-3 692	-4 016
IMPOTS DIFFERES NETS	-3 751	-9 525

3

NOTE 17 | PASSIFS SUR CONTRATS

Les coûts de développement préfinancés recyclés du poste « Passifs sur contrats » en chiffre d'affaires s'est élevé à 4,6 M€ au titre de l'exercice 2026 et à 6,6 M€ au titre de l'exercice 2025. Les passifs sur contrats comprennent les revenus différés relatifs aux coûts de développement, les produits constatés d'avance relatifs au repricing et les passifs liés aux réclamations clients portant sur les délais de livraison.

En milliers d'euros	31 déc. 2025	Reclassement	Nouveaux passifs sur contrats	Variation du chiffre d'affaires sur la période	30 juin. 2026
Passifs sur contrats	39 746	-	-	-2 373	37 374
Autres passifs courants	38 910		-	-2 252	36 658

NOTE 18 | DÉTAIL DES AUTRES COMPOSANTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Achats consommés	-123 307	-104 675
Marchandises consommées	-8	-1
Sous-traitance	-85 877	-66 632
Charges externes	-66 559	-56 289
ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES	-275 751	-227 597

CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Salaires et traitements	-102 275	-89 142
Charges sociales	-26 033	-22 983
Personnel externe	-17 522	-9 802
Intéressement et participation	-1 749	-702
Avantages aux personnels	-516	37
Autres coûts sociaux	-8 075	-5 571
CHARGES DE PERSONNEL	-156 170	-128 163

NOTE 19 | AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

En milliers d'euros	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Perte de valeur sur actifs		
Coûts de restructuration	-2 643	-2 514
Autres éléments inhabituels	2 635	-4 064
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS	-8	-6 578
• dont charges	-6 513	-12 251
• dont produits	6 504	5 673
• dont dotations	-189	-4 498
• dont reprises	5 937	1 227

Au 30 juin 2026, les coûts de restructuration de -2,7 M€ sont liés aux coûts de transformation et d'adaptation pour rationaliser l'empreinte industrielle, principalement en France, en Inde et au Mexique. Les autres éléments inhabituels comprennent une provision de -0,9 M€ pour la rationalisation de coûts et de nos organisations logistiques, et divers éléments non courants.

Par ailleurs, la vente du site de Labège a généré un produit net exceptionnel de +3,5 M€ sur le semestre.

Au 30 juin 2025, les coûts de restructuration s'élevaient à -2,5 M€, notamment portés par le projet Focus (-1,6 M€), et la rationalisation de nos coûts dans différents sites.

NOTE 20 | DÉTAIL DU RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Coût de l'endettement net	-6 460	-6 530
• dont charges financières liées aux passifs portant intérêts	-6 710	-6 881
• dont produits financiers liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie	249	352
Gains et pertes de change	318	-7 065
Variation de juste valeur des instruments financiers	99	-305
Autres charges financières	-1 794	-2 429
Autres produits financiers	-21	39
RÉSULTAT FINANCIER	-7 858	-16 289
• dont charges financières	-24 152	-37 723
• dont produits financiers	16 294	21 434

Le coût de l'endettement net pour le premier semestre 2026 comprend notamment 3,2 M€ de charges d'intérêt sur les emprunts versus un premier semestre 2025 de 3,5 M€.

NOTE 21 | CHARGE D'IMPÔTS

21.1. CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE

En France, la société Latecoere s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés Latecoere, LATElec, LATFI1 et Latecoere Développement.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société Latecoere, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

21.2. CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

En milliers d'euros	30 juin. 2026	30 juin. 2025
Impôts exigibles	-1 574	-4 011
Impôts différés	419	16 534
TOTAL	-1 155	12 523

NOTE 22 | GESTION DES RISQUES

22.1. RISQUE DE CONTREPARTIE

Le Groupe est principalement exposé au risque de crédit et de contrepartie concernant les clients, les instruments financiers dérivés et les placements financiers temporaires.

Le risque de défaillance de contreparties lié aux clients est très limité du fait de la qualité du crédit des principaux clients (avionneurs de 1^{er} rang) des branches Aérostructures et Systèmes d'interconnexion.

A la clôture de l'exercice, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

Le Groupe met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1^{er} rang.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1^{er} rang.

Covenants bancaires

Dans le cadre du protocole signé avec les banques, les stipulations des Contrats de PGEs Maintenus ont été modifiées afin d'inclure de façon limitative les engagements financiers suivants pour la Société :

Seuil de liquidité : Un niveau minimum de trésorerie consolidée de 20 M€, testé sur une base trimestrielle à partir de décembre 2023 ;

Ebitda Positif : Un EBITDA positif en 2026, calculé sur la base des douze derniers mois glissants et testé au 30 juin 2026 sur la base des Comptes Consolidés ;

Ratio de levier : Deux niveaux de ratio de levier Dette Financière Nette Consolidée /EBITDA Consolidé, étant précisé que, pour chaque ratio, le test sera réalisé sur une base semestrielle avec un premier de test effectué au 30 juin 2026.

Date de test	Premier niveau de ratio de levier (Ratio 1)	Second niveau de ratio de levier (Ratio 2)
30 juin 2025	6	7
31 décembre 2025	4	5
30 juin 2026	3.5	4.5
31 décembre 2026	3	3.75
30 juin 2027	3	3

Un bris du Ratio 1 ne constituera pas un cas d'exigibilité anticipée, cas de défaut ou cas de défaut potentiel à condition que notamment il ne constitue pas en même temps un bris du Ratio 2. En revanche, cela engendrera pour le Groupe de nouvelles obligations en termes de communication avec les Prêteurs, de reportings mensuels, d'élaboration et de communication de plans d'actions et / ou de remédiation en fonds propres.

Le non-respect d'un de ces trois points constituera un cas de défaut et de remboursement anticipé. Par ailleurs, si la caducité, la résolution, la résiliation, la fin ou l'annulation du Protocole de conciliation était constatée ou prononcée, par exemple en application de l'article L. 611-10-3 du Code de commerce (résolution pour inexécution) ou de l'article L. 611-12 du Code de commerce (ouverture d'une procédure collective mettant fin de plein droit au Protocole), il est à noter (i) que cette caducité, résolution, résiliation, fin ou annulation n'aura aucun effet rétroactif (ii) que toutes les sommes abandonnées, perçues ou capitalisées antérieurement par l'une quelconque des Parties en application du Protocole, à quelque titre que ce soit, seront conservées et acquises, et (iii) que cette caducité, résolution, résiliation, fin ou annulation ne remettra pas en cause (a) les actes subséquents conclus en exécution du Protocole, lesquels demeureront en vigueur et applicables conformément à leurs termes, ainsi que (b) les sûretés, garanties et privilèges, constitués ou accordés en exécution du Protocole, les abandons et les remboursements intervenus et/ou les paiements et/ou les réductions déjà effectués, lesquels resteront définitivement acquis.

Au 30 juin 2026, le seuil de liquidité est respecté par le Groupe.

L'EBITDA est positif sur la base des douze derniers mois et testé au 30 juin 2026 sur la base des comptes consolidés.

En revanche le ratio de levier Dette Financière Nette consolidée/EBITDA ressort à 5,98, au-delà du second niveau de ratio intégré dans le covenant.

Un accord a été matérialisé en juillet avec les banques, selon lequel elles confirment renoncer à l'exercice de leurs droits en cas de défaut de respect des covenants. Ce waiver ayant été formalisé après la clôture du 30 juin, la dette a été reclassifiée en dette court-terme dans les comptes.

22.2. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Groupe gère sa trésorerie de manière centralisée. Les excédents ou les besoins de financement de ses filiales sont placés ou financés par la société mère à des conditions de marché.

Le service trésorerie du Groupe gère le financement, courant et prévisionnel du Groupe et assure la capacité de celui-ci à faire face à ses engagements financiers.

En outre, le groupe participe aux programmes de financement par affacturage inversé de ses principaux clients, ce qui permet le paiement anticipé des créances commerciales.

Une revue spécifique et périodique du risque et de la situation de trésorerie est réalisée par le Comité d'Audit et des Risques.

Le financement du Groupe est détaillé dans les notes 14.1 et 14.2 des états financiers consolidés.

Continuité d'exploitation :

Le Groupe continue d'évoluer dans un environnement opérationnel complexe.

Toutefois, certains risques susceptibles d'affecter les niveaux de production (et, par conséquent, les flux de trésorerie) subsistent, notamment une montée en cadence insuffisante de la production, des interruptions de livraisons imposées par les clients, des perturbations de la chaîne d'approvisionnement ainsi que des problèmes de qualité de production.

La Société a intégré dans ses prévisions des hypothèses défavorables liées à ces facteurs ; néanmoins, ces risques comportent par nature un degré d'incertitude qui ne peut être totalement éliminé.

Sur la base des prévisions établies et des mesures mises en œuvre à ce jour, la Société

anticipe le maintien d'un niveau de trésorerie suffisant pour financer ses besoins opérationnels et faire face à ses obligations, tout en conservant une marge satisfaisante par rapport au seuil minimal de liquidité de 20 millions d'euros prévu par ses accords de financement et testé trimestriellement.

La Société anticipe également le respect du ratio de levier applicable au 31 décembre 2026, conformément aux nouveaux seuils définis dans le cadre de l'accord de principe conclu avec ses prêteurs. Cette prévision repose notamment sur l'amélioration attendue de la performance opérationnelle ainsi que sur la réalisation de certaines initiatives commerciales et contractuelles actuellement en cours.

Par ailleurs, la Société a conclu avec ses principaux prêteurs un accord de principe

portant sur la renégociation de ses financements PGE. Cet accord prévoit notamment l'extension de la maturité des prêts jusqu'au 31 décembre 2029, l'adaptation des seuils de covenants financiers ainsi que d'autres aménagements destinés à renforcer le profil de liquidité du Groupe. La finalisation de cet accord demeure soumise à la signature de la documentation juridique définitive actuellement en cours.

Dans ce contexte, tout en maintenant un suivi étroit de sa liquidité, de l'exécution de son plan d'affaires, du respect de ses covenants financiers et de la finalisation du refinancement de sa dette, la direction a retenu **le principe de continuité d'exploitation** pour l'établissement de ses états financiers.

22.3. RISQUE DE CHANGE

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients, le Groupe est confronté à des risques de change. Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD.

Ainsi, les entités du Groupe confrontées à ce risque de change facturent environ 76 % de ses ventes en dollars et achètent environ 72 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. La couverture naturelle du Groupe sur le dollar USD représente environ 42 %.

22.4. RISQUE DE TAUX

Au 30 juin 2026, le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture de taux, l'essentiel de ses emprunts étant souscrits à taux fixes.

NOTE 23 | ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

A la date de clôture des comptes, il n'y pas d'actifs destinés à la vente.

NOTE 24 | ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS ÉVENTUELS

24.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS

LES ENGAGEMENTS DONNÉS PAR LE GROUPE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE SE PRÉSENTENT COMME SUIV :

En milliers d'euros	30 juin. 2026				31 déc. 2025
	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Créances clients données en garantie	-	-	-	-	-
Nantissements, hypothèques et suretés réelles (*)	-	23 060	-	23 060	22 748
TOTAL	-	23 060	-	23 060	22 748

(*) Ces nantissements portent notamment sur le nantissement de stocks et travaux en cours en République Tchèque et Bulgarie ainsi qu'à hauteur de 1000 € sur les titres LATFI1 mis en fiducie. La valeur des stocks portés par LATFI1 et LATFI2 s'élève à 64,7 M€ à fin juin 2026, contre 63,2M€ à fin 2025.

24.2. AUTRES ENGAGEMENTS

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

Le Groupe a également donné dans le cadre de ses activités courantes des engagements auprès des douanes pour un montant total de 0,4 M€.

24.3. AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

La norme IFRIC 23 oblige les sociétés à prendre en compte la probabilité de position fiscale défavorable et de reconnaître cette position au passif du bilan quand celle-ci est considérée comme probable. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 30 juin 2026.

24.4. ENTITÉS NON CONSOLIDÉES

Latécoere détient 2,09 % de la société Caeli Nova. Cette participation est comptabilisée sur le poste « autres actifs financiers » du bilan pour 0,9 M€.

Latécoere détient 24,81 % du capital de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (CCA). Cette participation est comptabilisée sur le poste « autres actifs financiers » du bilan pour 2,7 M€.

Le Groupe n'a pas accordé de soutien financier à la société CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE

Elle permet au Groupe, aux côtés des autres actionnaires, Airbus, Dassault et Safran, de renforcer ses compétences dans le domaine des matériaux composites.

Le Groupe n'exerce plus d'influence notable sur la société Corse Composites Aéronautique depuis le 1^{er} avril 2013 dans la mesure où les critères énoncés par IAS 28 sur la définition de l'influence

notable ne sont pas remplis (faible volume de transactions non significatives, pas de participation aux processus d'élaboration des politiques, pas d'échange de personnel de direction ou d'information techniques essentielles, et représentation au conseil d'administration sans pouvoir de décision). Cette société est présentée en autres actifs financiers.

Les données ci-après récapitulent les principaux indicateurs financiers de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (données à 100 %) :

- CA 2025 : 68,8 M€
- Résultat net 2025 : 0,7 M€
- Capitaux propres 2025 : 10,77 M€

NOTE 25 | PARTIES LIÉES

25.1. PRINCIPAUX FLUX AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions avec les parties liées se font sur la base de prix de marché. Aucune transaction significative avec des parties liées n'a été conclue et non appréhendée dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2026.

25.2. PRINCIPALES RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ LATECOERE ET SES FILIALES

Les principaux flux intra-groupe concernent des flux économiques relatifs à la production de sous-ensembles.

A fin juin 2026, le Groupe est organisé autour de quatre activités : Aérostructures, Systèmes d'interconnexion, Latecoere Services (Services de produits spéciaux - SPS), et Spatial.

Compte tenu de l'organisation générale du Groupe, les différentes sociétés faisant partie du périmètre de consolidation peuvent avoir des relations industrielles et commerciales entre elles, afin de répondre aux besoins de production de chaque entité. Les transactions intra-Groupe étant variables, il n'est pas possible d'en définir à priori les montants annuels.

Les conditions de règlements applicables entre les différentes sociétés du Groupe sont en adéquation avec celles applicables aux autres fournisseurs et prennent en compte, le cas échéant, les besoins ponctuels liés à la gestion de trésorerie centralisée.

La société Latecoere, maison mère du Groupe, centralise certains actes de la gestion globale des filiales (management général, gestion des assurances et des risques, gestion financière...). De ce fait, elle facture à ses filiales des « frais de siège » intégrant les coûts relatifs de ces postes.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée, la société Latecoere peut être amenée à octroyer à ses filiales (détenues directement) des avances en compte courant (trésorerie court terme) ou des prêts (moyen ou

long terme) en vue de permettre le financement des investissements immobiliers et industriels. Les financements court terme font l'objet de conventions réglementées et sont porteurs d'intérêts. Les prêts font l'objet de contrats spécifiques reprenant l'objet du financement, la durée ainsi que le taux appliqué.

Dans certains cas, cette méthode de financement interne au Groupe peut être mise en place entre une filiale de la société Latecoere et sa / ses sous-filiale(s), les procédures et conditions restant identiques à celles décrites ci-dessus. A l'exception des sociétés du Groupe et des relations avec les « Key Managers » mentionnées ci-dessus, il n'existe pas d'opération significative avec des parties liées hors-Groupe.

En France, la société Latecoere s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés Latecoere, LATElec, et Latecoere Développement, LFR4 et Latfi1.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société Latecoere, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

NOTE 26 | ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Certains événements intervenus après la clôture méritent d'être signalés :

Un accord de principe a été conclu avec les prêteurs du **PGE (Prêt Garanti par l'État)** concernant une renégociation des modalités et conditions de la dette PGE. Cet accord de

principe prévoit notamment : une prolongation de la période d'éligibilité de cette dette jusqu'au 31 décembre 2029 ; une révision des ratios intégrés aux covenants financiers pour la période allant de décembre 2026

à décembre 2029 ; ainsi qu'une modification du mécanisme d'amortissement de la dette.

La finalisation de cet accord est attendue d'ici la mi-octobre 2026.

Par ailleurs, un accord visant à augmenter la capacité de financement du Groupe auprès de

BZ Private Credit Limited a été finalisé en juillet. Cet accord a pour objet d'élargir les dispositifs de financement des stocks détenus par **LATFI1**. Ces stocks servent de garantie pour l'émission d'obligations.

4

DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés de LATECOERE pour *le premier semestre de l'exercice 2026* sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant aux pages 6 à 12 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes consolidés condensés précités figure à la page 63 du présent rapport financier semestriel.

Toulouse, le 22 septembre 2026

André-Hubert ROUSSEL
Directeur Général

5

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2026

Latecoere S.A.

Siège social : 135, rue de Périole - 31500 Toulouse

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2026

Période du 1 janvier 2026 au 30 juin 2026

Aux Actionnaires de la société **Latecoere S.A.**,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Latecoère S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Labège, le 22 septembre 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Sébastien LASOU

Associé

Forvis Mazars.

Delphine Gardinal

Associée

Hervé Kerneis

Associé

Conception et Réalisation



pomelo-paradigm.com/pomdocpro/



LATECOERE

135, rue de Périole – BP 25211
31079 Toulouse Cedex 5 – France
T +33 (0)5 61 58 77 00
www.latecoere.aero

